

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

23 juin 2021

# Sérieux risque d'augmentation des émissions de GES pour GNL/Gazoduq, estiment les scientifiques d'Environnement et Changement climatique Canada

**Saguenay, Montréal, Québec** – La Coalition Fjord, Greenpeace, Nature Québec, Équiterre et la SNAP Québec constatent avec satisfaction qu'après les [avis finaux](#) défavorables au projet GNL Québec publié par Parcs Canada et Pêches et Océans Canada, [l'avis](#) des scientifiques d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) aille dans le même sens que les conclusions du BAPE, et souligne l'ajout net de GES qu'aurait le projet.

Selon l'équipe de scientifiques d'ECCC, le promoteur n'a pas fait la démonstration que son projet viendrait diminuer l'utilisation du charbon sur les marchés visés: « Le promoteur n'a pas fourni suffisamment de détails pour appuyer l'hypothèse que le projet remplacerait des sources d'énergie à plus fortes émissions. Bien qu'il fait valoir que les pays d'Asie et d'Europe cherchent à réduire la production de charbon et l'intensité des émissions de leurs réseaux électriques, le promoteur offre peu d'information à l'effet que ces régions cherchaient à remplacer le charbon précisément par du gaz naturel liquéfié. »

Les groupes environnementaux et citoyens rappellent que l'une des conditions fixées par le gouvernement du Québec pour donner son aval au projet était justement de faire diminuer mondialement les émissions de GES. Cet avis d'expert vient donc confirmer le non-respect de cette condition.

« Cet avis s'appuie sur les plus récents développements du marché mondial de GNL, en constante évolution ces derniers mois en raison de l'évolution des politiques publiques de mise en œuvre de la transition énergétique mondiale. Le gaz ne peut définitivement plus être considéré comme une énergie de transition. Ce projet ne s'inscrit dans aucune logique de transition verte et doit être refusé », déclarent les groupes.

Les groupes relèvent également que l'avis des scientifiques du ministère s'appuie sur la plus récente [feuille de route](#) de l'Agence internationale de l'énergie, indiquant que « les pays doivent dès maintenant renoncer à autoriser le développement de nouveaux sites pétroliers et gaziers ainsi que d'agrandissements ou de nouvelles

mines de charbon, pour atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050, et limiter le réchauffement global à +1,5°C ». Par ce fait même, ECCC indique que le projet qui arriverait en phase d'opération en 2025 et aurait une durée de vie au-delà de 2050 aurait un effet négatif sur les objectifs canadiens de réduction d'émission de GES afin d'atteindre la carboneutralité en 2050.

« Il faut que le gouvernement se rende à l'évidence, ces avis mettent davantage de plomb dans l'aile du projet GNL/Gazoduq et envoient un signal fort : rien ne justifie d'aller de l'avant avec ce projet », concluent les groupes environnementaux et citoyens.

-30-

**Pour plus d'information, veuillez contacter :**

**Camille-Amélie Koziej Lévesque**, co-porte-parole, Coalition Fjord  
(418) 550-3235 ; [comm.fjord@gmail.com](mailto:comm.fjord@gmail.com)

**Marie-Christine Fiset**, Directrice de l'équipe Média, Greenpeace Canada  
514 972-6316 ; [mfiset@greenpeace.org](mailto:mfiset@greenpeace.org)

**Anthony Côté-Leduc**, relations média, Équiterre  
514 605-2000 ; [acoteleduc@equiterre.org](mailto:acoteleduc@equiterre.org)

**Anne-Céline Guyon**, Coordonnatrice de la coalition contre GNL/Gazoduq, Nature Québec  
(581) 989-0815 ; [celine.guyon@naturequebec.org](mailto:celine.guyon@naturequebec.org)